

Naples, Sicile et Russie: les échanges commerciaux (1808-1815)

Mirella Mafrić*

La paix de Tilsit entre la France et l'Empire russe (1807) étendait des nouveaux liens au Royaume de Naples, conquis par Napoléon l'année précédente. C'était le début de simples relations diplomatiques, qui conduisaient, en 1808, le roi Giuseppe Bonaparte à nommer, à la Cour de Saint-Pétersbourg, Filippo Grillo, duc de Mondragone, assisté comme secrétaire par Francesco Brancia, les deux obligés d'aller à Paris pour recevoir des instructions «più particolari dall'Imperatore o dal suo ministro delle Relazioni esteriori», et, en retour, le tsar Alexandre I envoyait, chez le gouvernement napolitain, Bibikov, flanqué par le baron des Pays-Bas, secrétaire de légation. Les instructions de Bonaparte non seulement se divulguaient sur les incidents relatifs à la prise de la frégate *Vénus* dans le port de Palerme, qui avait provoqué le début des hostilités entre les Bourbons - installés en Sicile, soutenus par l'Angleterre - et la Russie et l'interruption des relations diplomatiques entre les deux États, mais aussi exigeaient que le drapeau de Naples, le «real padiglione», soit favorisé et respecté dans les ports russes, et que «gli interessi commerciali de' reali sudditi vi [fossero] protetti e spediti». Mais le gouvernement de Saint-Pétersbourg, même s'il avait reconnu le roi de Naples, avait toujours une attitude certainement pas encourageante pour le Royaume: en effet, les diplomates Napolitains étaient considérés «come agenti di terz'ordine di Napoleone» et ils étaient traités de la même manière, tandis que le duc Serracapriola, qui avait représenté le Bourbon et «si crede in dovere di servir la sua corte e fa il possibile per riuscirvi», selon le duc de Mondragone, il était en Russie à titre privé et il bénéficiait de la haute estime.

L'adhésion au Bloc continental imposée par Napoléon au Royaume, dont l'économie «doveva gravitare nell'orbita francese» – devant fournir à l'État des produits et matières premières pour son peuple et ses industries –, cela empêchait la reprise du commerce: une reprise espérée par Bibikov, qui considérait la guerre de brève durée, moins dans la mer Noire que dans la mer Baltique, et les quais de Naples destinés à devenir, pour leur situation géographique, les dépôts des produits russes. Mais sa foi initiale dans les métiers concourait à la détérioration des conditions de l'Etat: les Russes regrettaient la politique économique promue par le gouvernement napolitain, et en particulier ils considéraient les effets de mesures visant à promouvoir le développement désastreux, tels que l'abolition de la féodalité et l'élimination de nombreux organismes ecclésiastiques. Et non seulement: il était clair le mépris des dirigeants concernant les problèmes du Royaume, de sorte que le diplomate russe, Beckendorf, remarquait comme, en novembre 1810, on entendait des voix, lesquelles étaient attribuées à Joachim Murat, devenu roi de Naples en 1808 au lieu de Joseph Bonaparte, que «comme ce Royaume doit devenir province française» doit être abandonné à

* Université de Salerno, Italie.

lui-même et viser la couronne de Pologne.

Néanmoins malgré ces rapports décourageants, il y avait également les aspirants au poste de consul de Russie à Naples, dans un contexte international qui voyait l'Empire des Romanov en crise pour la baisse des taux de change, inflation élevée, l'augmentation des importations, en particulier des marchandises de luxe et d'usines. Les plus touchés ont été les exportations, réduites par l'interdiction sur les exportations de blé, de bois et même de fer: il fallait, comme suggéraient les Severin, qui faisaient partie du Comité des vendeurs créé à la fin de l'année 1810, pour empêcher les importations de produits manufacturés, fermer les douanes par voie de terre sauf une, établissant un système d'échanges équilibrés, en favorisant les exportations de bois neutres et en permettant l'exportation de blé. La perte de 100 millions environ de roubles par an pour les exportations, et de 90 pour les importations dans ces années, imposait un changement radical de direction dans la politique économique, qui a déterminé en 1810 la sortie du bloc russe: s'ouvrirent les ports aux navires de commerce neutres, s'interdit l'importation de produits de luxe et de la soie, avec un tarif prohibitif, en particulier contre les productions françaises. Le changement a été si évident que, dans l'été de 1811, le Serracapriola déjà prévoyait l'inévitable confrontation entre les deux Empires: le consul Lesseps le confirmait, évoquant une rupture franco-russe, par conséquent des dommages à l'Empire.

Pendant qu'on assistait à la détérioration des relations entre Napoléon et le tsar Alexandre, quelque chose changeait dans les relations entre Murat et Napoléon, et dans celles entre Naples et la Russie. Une première source de friction entre les deux communes apparut en 1810, lorsqu'il se présenta le problème du remplacement du duc de Mondragone avec le Prince de Torella et de l'ambassadeur napolitain à Vienne. Avant Napoléon avait accordé au Royaume d'avoir des représentants à l'étranger, et Naples avait annoncé le changement de diplomate, mais ensuite il s'est montré d'avis différent. Torella, arrivé à Paris pour les instructions, a dû faire une longue antichambre, malgré les assurances du gouvernement napolitain, selon lesquelles ses ministres d'autres tribunaux devaient «*essere riguardati come altrettanti servidori di Sua Maestà Imperiale.*» Il était le duc de Campochiaro, ambassadeur napolitain à Paris, pour soutenir la futilité à Napoléon des relations diplomatiques du Royaume avec les puissances étrangères: il désapprouvait, en fait, «*le spese inutili, quando si facevano per queste legazioni* » et il espérait une abolition rapide de ces «*représentants inutiles* », parce que les ambassadeurs et les ministres français pourraient examiner «*degl'interessi de' sovrani di famiglia*».

À Naples, on avait décidé de suivre les ordres de Paris, en tentant de «*salvare la dignità e le apparenze*», en connaissant les raisons du gouvernement français. Et Campochiaro, en septembre, écrivait que la politique napolitaine soulevait des nombreux soupçons, car on avait fait remarquer à l'empereur que «*i fogli del Nord conten[evano] mille sfavorevoli notizie sullo spirito interno del regno di Napoli*»: malice des ennemis, à son avis, ce qui lui semblait que le ministre ne serait pas

allé en Russie, en cas de n'avoir pas d'harmonie avec la Cour. En effet, il y avait deux raisons de friction entre Murat et Napoléon: le décret qui incitait les français résidents dans le Royaume à demander la citoyenneté napolitaine, mais avec le risque de perdre des privilèges et des devoirs, et la propension de Murat au tsar. Ceci est confirmé par les dépêches du nouvel ambassadeur de Naples, le prince Dolgoroukov, qui considérait le roi «homme à prendre son parti à ce sujet et à envoyer un ministre en Russie sans attendre l'autorisation de la France». Murat montrait une large autonomie à Naples, tandis qu'à Paris, Bonaparte, ne voulant pas annexer le Royaume à la France, souhaitait que «la politique napolitaine ne devait pas être autre que celle de la France et le Roi ne point oublier qu'il tint sa couronne à la magnificence de la nation française». Peut-être Torella n'avait jamais rejoint Saint-Pétersbourg, mais en cas affirmatif sa présence fut brève, moins d'un an, car à la moitié de Juillet de 1812 Naples décidait de rompre les relations avec l'Empire et de s'affilier à la campagne de Russie, faisant appel à des agents commerciaux russes de quitter le Royaume.

La défaite de la *Grande Armata* a convaincu le roi de Naples d'envoyer des messagers en Russie et en Autriche, en promettant son alliance à la coalition anti-napoléonienne en échange d'un élargissement de son État. Serracapriola le sut et avertit l'Angleterre, dans une tentative de plaider la cause des Bourbons:

Aujourd'hui – écrivait le 5 mai 1813 – j'ai la certitude que Murat a fait ces propositions à la Cour de Vienne, et à celle de Russie directement, et que les deux puissances ont répondu de manière, que ces ouvertures ne sont ni exclus ni rejetés, mais non plus admises. Quoique rien ne soit conclu, j'ai raison de craindre pour la suite, d'autant plus que je m'aperçois d'une persuasion tacite, que Murat peut être utile en Italie aux deux puissances, ce qui me paraît faux, et l'est certainement». Mais on dit que «ce ne sera pas l'Autriche qui fera ce scandale si la Russie et l'Angleterre n'adoptent pas, comme je l'espère, une idée si affreuse.

En janvier 1814, l'alliance entre Murat et l'Autriche était conclue, la Russie, au contraire, décidait d'envoyer un représentant à Naples, Balašov, pour étudier les intentions du gouvernement et de Murat. On n'est pas arrivés à la stipulation d'un traité russe- napolitain pour des contrastes nés concernant la garantie des possessions napolitains en Italie et la réciprocité de traitement dans les relations commerciales: dans les articles secrets le projet napolitain reconnaissait au roi et aux héritiers la descente sur le trône, avec la renonciation de tout droit sur la Sicile et le versement d'indemnités aux Bourbons, tandis que ce russe soumettait la reconnaissance et le renoncement de l'acceptation de l' Angleterre. Et le ministre russe à Naples, le baron Tuyll, écrivait en juillet 1814 au comte de Stakel'berg que la plupart des gens voulaient le retour de Ferdinand IV pour le fardeau fiscale – avec l'introduction conjointe de l'impôt foncier –, la réduction drastique des crédits vers l'État, la crise des organismes de bienfaisance, les coûts énormes de la guerre et de la marine. Peu à peu Murat fait valoir le décret sur la libre entrée des marchandises étrangères sur les navires de bannière amie ou neutre et l'extradition des produits nationaux, avec la réduction du tarif de la

douane sur les denrées coloniales (11 Novembre 1814), et l'accord avec la Grande-Bretagne sur le libre commerce des denrées qui ne sont pas interdites, dans un contexte international qui voyait la Russie le considérer ni utile ni fiable, alors que Tuyll décrivait son gouvernement comme une véritable dictature, dans l'espoir d'un retour des Bourbons.

Dans ce climat politique, on ne pouvait que subir une forte contraction pour l'adhésion de Naples au bloc continental, le contrôle des navires britanniques installés à Ischia et à Capri, ni la situation était améliorée quand cette dernière a été reconquise au Royaume: il était difficile, en fait, de neutraliser les obstacles à la navigation posés par les Anglais et par les pirates algériens et tunisiens pour l'absence d'une bonne marine de guerre. On sait peu de choses sur les relations commerciales entre la Russie et le Royaume, mais cela ne veut pas dire qu'ils avaient complètement arrêté. Les statistiques sur les exportations de Saint-Pétersbourg, dans les années 1810-11, ne signalent pas de bois directs en Italie, mais on ignore, si parmi ceux qui sont dirigés ailleurs, certains avançaient pour les ports italiens. Par exemple, parmi les trois navires soustraits à Naples et à Castellammare en mars-juin 1812, il y a eu la *Lisetta* du capitaine Frédéric Thanholz, avec le drapeau russe, de Bergen, avec un chargement de cabillaud pour le vendeur napolitain Guarracino, soustrait le 23 de mars. Les deux autres, le brigantin *La Madonna* du capitaine Pietro Cagliati et la polonaise *La Felice* du capitaine Francesco Savarese, tous les deux provenaient de la Sardaigne pour les commerçants Tancredi le premier et Balsamo le deuxième, c'étaient des bois Napolitains dont on avait été accordé le drapeau russe. Cela documente l'existence de tentatives pour le commerce, confirmés par la présence de navires avec le drapeau russe saisi ou soustrait. Le xebec *Alessandro Buonconsiglio*, le propriétaire Salvatore Camugli, avec le drapeau russe, a été saisi à Tarente en Juin 1811 à vérifier la licence; la polonaise *La Speranza*, du russe Anastasio Staico, dirigée par Giorgio Constantino, avec une cargaison du vendeur napolitain Giuseppe Balsamo, qui provenait de Cagliari avec du sel, a été soustrait par un corsaire français en juillet 1811; *La Calypso*, de Cagliari, commandée par Antonio Amitrano, était entrée à Naples avec du fromage, du sel et du thon. En bref, les bois napolitains utilisaient encore le drapeau russe et peut-être, en évitant les obstacles, réussissaient à pénétrer dans la mer Noire, en particulier lorsque la politique de Murat était indissociable de la politique française et on enregistrait une grande agitation. Le Duramani, un grec que le consul Manzo avait naturalisé comme sujet russe en 1807 et servait comme consul pour la région des Pouilles, demanda le consulat russe à Naples, dans l'espoir de profiter des nouvelles installations accordées par Murat à la navigation commerciale, telles que l'extraction de blé, l'abolition de la loi du tonnage, la publication d'un nouveau tarif (Juillet et Août 1814).

Les relations entre la Russie et la Sicile étaient compliquées, où les Bourbons étaient isolés sous la protection britannique. La reconnaissance officielle du nouveau gouvernement par le tsar avait conduit à la rupture de Ferdinand IV avec Saint-Pétersbourg, de sorte qu'en janvier 1808, il a ordonné la saisie de tous les navires russes, les navires militaires et marchands, qui se trouvaient

dans les ports de l'île, et la fermeture des «reali porti» aux navires russes. L'interruption des relations diplomatiques et l'état de guerre entre les deux pays a forcé le ministre plénipotentiaire russe à Palerme, Tatitscheff, de fermer la légation et à partir de février 1808, suivi quelques mois plus tard par le consul à Messine, Nicola Manzo. Le seul lien avec la Cour était Serracapriola, qui avait épousé sa seconde épouse, une aristocrate russe et dont les biens avaient été confisqués à Naples par les Français: c'était lui qui envoyait à Palerme comme service de messagerie, en juin 1810, Francesco Raddi - puis consul général à Saint-Pétersbourg - à traiter avec le gouvernement sicilien le retour de 500.000 ducats donnaient à l'avance à l'armée russe entre 1800 et 1802, moins de la quantité des bois russes saisis dans les ports de la Sicile. À l'arrivée de Raddi dans l'île on espérait donc un changement de la politique internationale, mais seulement en 1812, la reprise des relations entre les deux États provoquait non seulement le retour de Serracapriola aux fonctions diplomatiques et la nomination du comte Mocenigo à ambassadeur de Russie en Sicile, mais aussi un retour à leurs fonctions de Manzo et du baron Antonio Genzardi, le premier consul général à Messine, le deuxième consul provisoire à Palerme.

Même s'il y avait une controverse concernant un transport de cuir à Palerme, exécuté par un Ottoman avec la collaboration d'un Russe, les rapports entre la Sicile et la Russie ne furent que de caractère militaire. En 1807 trois navires, appartenants à des sujets russes, ont été loués avec drapeau russe pour le transport de troupes: il était évident que les noms des capitaines étaient tous italiens et que le drapeau russe était accordé par le marché du bois napolitain au moins jusqu'à la rupture des rapports diplomatiques. En 1812, lorsque le vice-roi recommanda à Serracapriola d'être au courant des prix et des procédures pour le stockage des céréales en Russie ou ailleurs dans la Crimée, Odessa était en crise financière: le Raddi ne pouvait pas acheter du grain pour l'impuissance d'accepter les traites et pour l'absence de maisons de commerce appropriés par des opérations d'échange avec Pétersbourg. Pour aggraver les choses contribua non seulement le traité russe-turc, qui prévoyait le transfert de la plupart des charges de grain à Constantinople à des prix défavorables, mais aussi la peste éclatée à Odessa entre le 1812 et le 1813: une peste qui permit d'avoir des nouvelles de l'existence d'une colonie de la Sicile et de Naples dans cette ville. Grâce à cette présence, la demande de renseignements et le développement de projets sur la possibilité de commerce entre les deux pays s'améliorèrent: les marchandises à exporter étaient typiques de l'île, c'est-à-dire du vin, des agrumes, de l'huile, des médicaments... et leurs prix essuyèrent des fortes oscillations, en évitant carrube et soufre dont l'acheteur était l'Etat. En février 1813 Serracapriola, de Saint-Pétersbourg, a appelé à l'envoi urgent de grain en Sicile, mais il n'était même pas fait une expédition et la réouverture du commerce entre Naples et la Russie a donné les avantages souhaités non plus. Duramani informa, en juin 1814, que l'Hentietta, un navire avec drapeau russe et commandée par le capitaine John Amodeo, était arrivé à Naples de Messine avec une charge de pèlerin, destinée au commerçant Tobia Balsamo. Et en juin 1815, parmi les 160 navires arrivés à Odessa, trois étaient de Naples avec des charges de grains, faits au nom du

Royaume par deux marchands de cette ville. Entre septembre et décembre de cette année à Nisida arrivèrent deux navires avec drapeau russe: le polonais *Archimede* du capitain André Constantino, et le polonais *Penelope* du capitain John Cuzzi, tous les deux chargés de grain, destiné à des grandes entreprises à Naples.

De cette période, on ne sait rien du commerce des autres, mais ce qui est certain c'est la disparition de la scène international d'un des protagonistes des relations diplomatiques entre les Deux-Siciles et de l'Empire russe, Antonio Maresca, duc de Serracapriola: après environ quarante années de service, il retourna à Naples, en laissant l'héritage de son expérience et son exemple à son fils Nicolas, responsable de Naples à la Cour de Saint-Pétersbourg en décembre 1815.

Archives et Bibliographie

Archivio di Stato di Napoli, Ministero Esteri, ff. 1683, 1684, 1697, 1709, 3237, 3467, 4142, 4567, 5476, 5616, 5622, 7135, 7161, 7165, 7396, 7431, 7405, 7455, 7459, 7470; Archivio Borbone, ff. 94, 101, 285, 289, 327, 328, 348, 639, 721.

Archivio di Stato di Palermo, Real Segreteria, Dispacci, regg. 1792, 1821; Incartamenti, ff. 4950, 4951, 5492, 5620

Archives Nationales, Paris, A. E., B. III, f. 433 ; A. F. IV, f. 1699 ; F. 12.

C. Barbagallo, *Le origini della grande industria contemporanea*, Firenze 1951.

F. Barra, *Il Mediterraneo tra ancien régime ed età napoleonica*, I. *Studi e ricerche*, Avellino 2005.

G. Berti, *Russia e Stati italiani nel Risorgimento*, Torino 1957.

L. Bianchini, *Delle storia delle finanze del regno di Napoli*, Napoli 1859.

A. Blanc, *Mémoires politique et correspondance diplomatique: de Maistre*, Paris 1858.

M. L. Cavalcanti, *Alle origini del Risorgimento. Le relazioni commerciali tra il Regno di Napoli e la Russia 1777-1815. Fatti e teorie*, Genève 1979.

J. M. Cavaignac, *Le memorie di una sconosciuta*, a cura di V. De Gregorio Cirillo, Atripalda 2009.

F. Clerici, *Le finanze napoletane durante il regno di Giuseppe Bonaparte*, Roma 1936.

C. De Nicola, *Diario napoletano 1798-1825*, rist. con intr. di R. De Lorenzo, Napoli 1999.

G. Galasso, *Storia di Napoli. Il Mezzogiorno borbonico e napoleonico (1734-1815)*, in *Storia d'Italia*, diretta da G. Galasso, XV/4, Torino 2007.

L. Ch. A. G. Gallois, *Gioacchino Murat re di Napoli*, Genova 1990.

G. P. Garnier, *Gioacchino Murat re di Napoli*, Napoli 1974.

- F. Hulot, *Murat. Le chevauché fantastique*, Paris 1998.
- R. De Lorenzo, *Murat*, Roma 2011.
- J. de Maistre, *Oeuvres complètes*, 13 voll., vv. IX-X, Lyon 1884-1893.
- N. Fortunato, *Riflessioni intorno al commercio antico e moderno del regno di Napoli*, Napoli 1760.
- A. Fugier, *La rivoluzione francese e l'Impero napoleonico*, Firenze 1960.
- V. Giura, *Russia, Stati Uniti d'America e Regno di Napoli nell'età del Risorgimento*, Napoli 1967.
- Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat 1767-1815*, 8 voll., publiés par le prince Murat, avec intr. et notes de P. Le Brethon, Paris 1908-1914.
- «Monitore delle Due Sicilie», n. 1807 e n. 1118.
- L. Mascilli Migliorini, *Napoleone*, Roma 2002.
- G. M. Monti, *L'espansione mediterranea del Mezzogiorno d'Italia e della Sicilia*, Bologna 1942.
- A. Pillepich, *Napoleone e gli Italiani*, Bologna 2005.
- E. Tarle, *Le blocus continentale et le Royaume d'Italie*, Paris 1931.
- J. Tulard, *Murat*, Paris 1999.
- A. Valente, *Gioacchino Murat e l'Italia meridionale*, Torino 1976.